

QUE les modalités et les conditions d'octroi de cette subvention soient établies dans une entente à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et la Ville de Montréal laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78002

Gouvernement du Québec

Décret 1356-2022, 29 juin 2022

CONCERNANT la nomination d'un membre indépendant du conseil d'administration de la Société du Palais des congrès de Montréal

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal (chapitre S-14.1), modifié par la Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives (2022, chapitre 19), prévoit que la Société est administrée par un conseil d'administration composé de onze membres nommés par le gouvernement, dont le président du conseil et le président-directeur général;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 11.1 de cette loi les membres du conseil d'administration, autres que le président-directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement, mais ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.1 de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (chapitre G-1.02), modifiée par le chapitre 19 des lois de 2022, les membres du conseil d'administration d'une société, autres que le président de celui-ci et le président-directeur général, sont nommés par le gouvernement en tenant compte des profils de compétence et d'expérience approuvés par le conseil et la durée de leur mandat ne peut excéder quatre ans;

ATTENDU QU'en vertu du décret 1277-2018 du 15 août 2018, monsieur Yves Lalumière a été nommé de nouveau membre du conseil d'administration de la Société du Palais des congrès de Montréal, que son mandat viendra à échéance le 14 août 2022 et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme :

QUE monsieur Jean-Sébastien Boudreault, président-directeur général, Association des hôtels du Grand Montréal, soit nommé membre indépendant du conseil d'administration de la Société du Palais des congrès de Montréal pour un mandat de quatre ans à compter du 15 août 2022, en remplacement de monsieur Yves Lalumière;

QUE monsieur Jean-Sébastien Boudreault soit remboursé des frais de voyages et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux Règles sur les frais de déplacement des présidents, vice-présidents et membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78003

Gouvernement du Québec

Décret 1359-2022, 29 juin 2022

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction du pont P-00324, au-dessus de la rivière Rouge, sur une partie de la route 344, maintenant désignée route du Long-Sault, situé sur le territoire de la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12 de la Loi sur la voirie (chapitre V-9), le ministre des Transports peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE, pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les biens requis à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

QUE le ministre des Transports soit autorisé à acquérir, par expropriation, certains biens pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

— la construction ou la reconstruction du pont P-00324, au-dessus de la rivière Rouge, sur une partie de la route 344, maintenant désignée route du Long-Sault, situé sur le territoire de la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil, dans la circonscription électorale d'Argenteuil, selon le plan AA-8807-154-93-1947 (projet n° 154-93-1947) des archives du ministère des Transports.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78006

Gouvernement du Québec

Décret 1360-2022, 29 juin 2022

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction du pont P-04002, au-dessus de la rivière à la Scie, sur la route Monseigneur-Bourget, situé sur le territoire de la ville de Lévis

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12 de la Loi sur la voirie (chapitre V-9), le ministre des Transports peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE, pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les biens requis à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

QUE le ministre des Transports soit autorisé à acquérir, par expropriation, certains biens pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

— la construction ou la reconstruction du pont P-04002, au-dessus de la rivière à la Scie, sur la route Monseigneur-Bourget, situé sur le territoire de la ville de

Lévis, dans la circonscription électorale de Bellechasse, selon le plan AA-6610-154-19-0177 (projet n° 54-19-0177) des archives du ministère des Transports.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78007

Gouvernement du Québec

Décret 1363-2022, 29 juin 2022

CONCERNANT la nomination de monsieur Jean Lortie comme membre et président par intérim de la Commission des partenaires du marché du travail

ATTENDU QUE l'article 21 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (chapitre M-15.001) prévoit que la Commission des partenaires du marché du travail est composée notamment d'un président, nommé par le gouvernement et choisi après consultation de la Commission;

ATTENDU QUE l'article 25 de cette loi prévoit notamment que les membres de la Commission nommés par le gouvernement ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement;

ATTENDU QUE madame Audrey Murray a été nommée de nouveau membre et présidente de la Commission des partenaires du marché du travail par le décret numéro 678-2021 du 12 mai 2021, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement de façon intérimaire;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

QUE monsieur Jean Lortie, ex-secrétaire général, Confédération des syndicats nationaux, soit nommé membre et président par intérim de la Commission des partenaires du marché du travail à compter du 8 juillet 2022 au traitement annuel de 167 503 \$;

QUE durant cet intérim, monsieur Jean Lortie soit remboursé, sur présentation de pièces justificatives, des dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions sur la base d'un montant mensuel de 288 \$ conformément aux Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein